

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 302 / Juin 2020

TENDANCES CONJONCTURELLES

1^{er} TRIMESTRE 2020

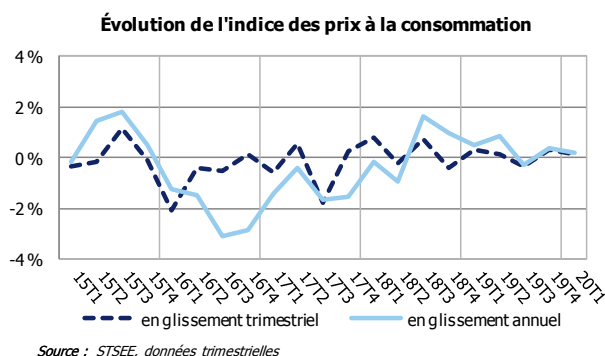
La conjoncture du premier trimestre se dégrade modérément après une année 2019 très favorable. La consommation des ménages, principal pilier de l'économie du Territoire, a fléchi mais de façon modérée, dans un contexte de stabilité des prix et de hausse du crédit. La fréquentation du Territoire est en chute, touchée de plein fouet par la crise du Covid-19. L'économie privée présente une situation contrastée, les importations de biens d'investissement des entreprises sont en repli marqué tandis que l'encours des crédits progresse. La situation du secteur du BTP est mitigée, alors que le redémarrage attendu tarde à se concrétiser. Les difficultés sont à venir au deuxième trimestre, notamment suite à la crise du Covid-19, avec la désorganisation des circuits logistiques et les ruptures de stocks de pièces détachées qui se font sentir dans divers secteurs de l'économie.

Un repli contenu de la conjoncture au premier trimestre

Stabilité de l'indice des prix

Au premier trimestre 2020, l'indice des prix reste stable en variation trimestrielle (+0,1 %) dans la lignée du trimestre précédent (+0,3 %). La hausse des prix de l'alimentation (+1,3 %) est compensée par la baisse des prix des services (-0,8 %) et de l'énergie (-1,2 %). Les prix des produits manufacturés restent stables (+0,2 %).

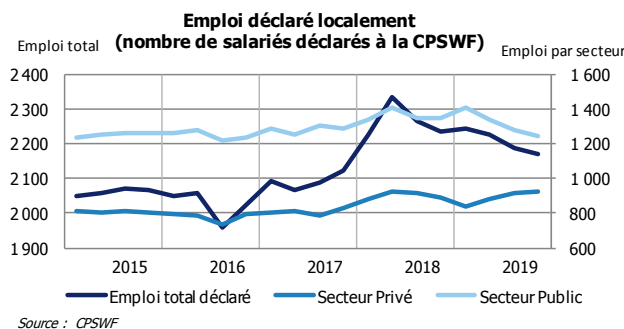
En rythme annuel, l'indice global est également stable (+0,2 %). Les prix de l'alimentation et des produits manufacturés sont en hausse de 2,2 % et 2,4 % respectivement, tandis que les services présentent une hausse de leur prix plus modérée (+0,9 %). L'énergie constitue encore une fois la seule exception à cette tendance (-14,1 %) et continue de freiner la hausse des prix, en lien avec la péréquation tarifaire de l'électricité.



Léger recul de l'emploi déclaré

Selon les données à fin décembre 2019, 2 170 salariés sont déclarés à la CPSWF contre 2 189 à fin septembre 2019. L'emploi est donc en faible diminution sur le trimestre (-0,9 %), recul qui apparaît plus marqué sur l'année (-3,0 %). Comme au trimestre précédent, la hausse de l'emploi dans le secteur privé ne suffit pas à compenser la baisse dans le secteur public.

À fin décembre 2019, on dénombre 1 245 salariés dans le secteur public, en baisse (-2,5 %) par rapport au trimestre précédent, avec un repli plus fort en rythme annuel (-7,6 %). Cependant cette baisse est à nuancer car suite à l'application de la loi Sauvadet, une partie des employés locaux (déclarés à la CPSWF) ont acquis le statut de fonctionnaires d'Etat et sont donc exclus des chiffres ci-dessus. Le secteur privé compte 925 salariés, soit une hausse à la fois trimestrielle (+1,4 %) et annuelle (+4,0 %). À l'exception du secteur du BTP, où l'emploi est en recul (71 employés à fin septembre et 64 à fin décembre, soit -9,9 %), l'ensemble des secteurs est en croissance. Les hausses vont de 1,0 % dans le secteur des services à 4,3 % dans celui du commerce. On observe en glissement annuel une baisse de l'emploi public (-7,6 %) et une montée de l'emploi privé (+4,0 %).



La hausse du nombre d'emplois dans le commerce (+14,4 %) constitue la principale explication à cette augmentation, devant l'industrie et l'artisanat (+13,0 %). A contrario, le BTP (-15,8 %) et les services (-1,9 %) sont en recul. Suite à la progression de l'emploi privé, la part de l'emploi dans le secteur public dans l'économie du Territoire diminue encore et s'établit à 57,4 %, un niveau qui n'a pas été atteint depuis début 2008.

La consommation des ménages marque le pas

Après avoir fortement progressé (+14,1 %, CVS) au quatrième trimestre 2019, les importations de biens de consommation sont en fort repli au premier trimestre 2020 (-29,2 %, CVS), la baisse étant plus modérée en glissement annuel (-6,8 %, CVS), à 234 millions de F CFP (données CVS).

Les importations de biens d'équipement du foyer régressent nettement (-25,8 %, CVS) sur le trimestre mais progressent sur l'année (+22,9 %, CVS), à 81 millions de F CFP (CVS). Les importations d'articles d'habillement sont en baisse (-29,2 % sur le trimestre, -5,6 % sur l'année, CVS) pour atteindre 39 millions de F CFP (CVS).

Le nombre d'immatriculations de véhicules de tourisme neufs est en hausse sur le trimestre (+25,2 %, CVS) et sur l'année (+9,3 %, CVS¹).

La consommation d'électricité est en hausse sur le trimestre et sur l'année (+5,7 % en glissement trimestriel, +12,6 % en glissement annuel, CVS).

L'encours des crédits à la consommation progresse sur le trimestre (+5,1 %) et par rapport au premier trimestre 2019 (+7,9 %). Le taux de créances douteuses brutes des ménages recule et s'établit à 2,4 % contre 3,6 % au trimestre précédent. Le niveau est également inférieur à celui du premier trimestre 2019 (3,9 %).

À fin décembre 2019, la dégradation des indicateurs de vulnérabilité des ménages entamée au trimestre précédent ralentit. Le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire continue sa hausse entamée au trimestre dernier en passant de 198 à 222 personnes, soit une augmentation de 12,1 %. Il augmente également sur l'année (+19,4 %). Le nombre d'incidents de paiement par chèque se stabilise par rapport au quatrième trimestre (219 incidents contre 225, soit -2,7 %). On observe une forte hausse (+184,4 %) par rapport au premier trimestre 2019, dont le niveau était particulièrement bas (77 incidents).

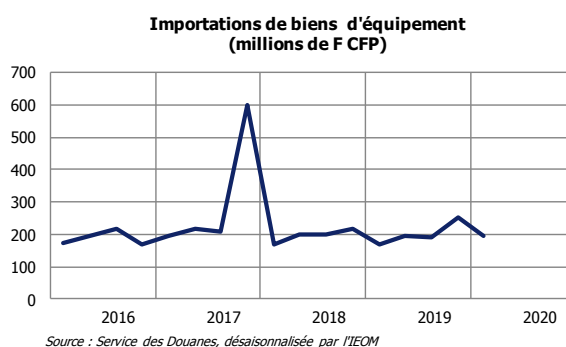
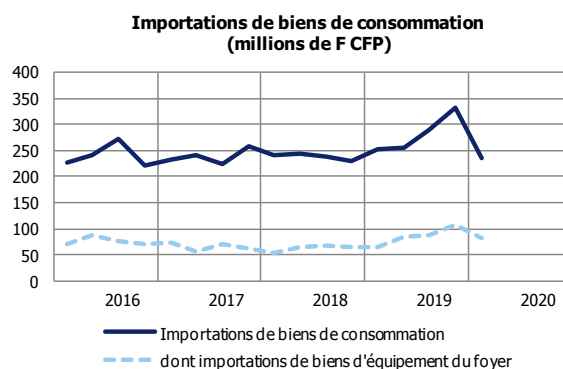
Un début d'année mitigé pour l'investissement des entreprises

Les importations de biens d'équipement destinés aux entreprises (197 millions de F CFP au premier trimestre 2020, données CVS) reculent fortement en glissement trimestriel (-21,6 %, CVS) après leur nette progression au trimestre précédent (+34,2 %). Elles progressent cependant en glissement annuel (+15,4 %, CVS).

Les immatriculations de véhicules utilitaires reculent par rapport au dernier trimestre 2019 (-11,0 %, données CVS²).

L'encours des crédits aux entreprises (839 millions de F CFP) augmente sur le trimestre (+1,1 %) et est stable sur l'année (+0,2 %), portés par les crédits d'investissement, en hausse sur le trimestre (+3,1 %) et sur l'année (+6,4 %). A l'inverse, les crédits d'exploitation restent à un niveau très faible passant de 3 millions au trimestre précédent à 1 million de F CFP à fin mars.

Le taux de créances douteuses brutes des entreprises diminue sensiblement sur le trimestre (-1,6 point) et sur l'année (-2,0 point), pour s'établir à 2,1 % au 31 mars 2020, niveau le plus bas jamais atteint.



¹ Ces variations doivent être interprétées avec précaution, compte tenu du faible nombre de véhicules étudiés.

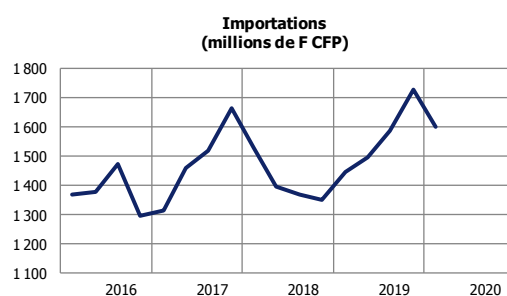
² Tout comme pour les véhicules de tourisme, le faible nombre de véhicules utilitaires conduit à des interprétations devant se faire avec précaution.

Des importations en recul après l'embellie de 2019

Les importations totales diminuent modérément au premier trimestre 2020 en glissement trimestriel (-7,5 %, CVS) mais augmentent en glissement annuel (+10,8 %, CVS). Elles s'élèvent à 1 599 millions de F CFP (données CVS).

Principal poste d'importations, les produits alimentaires reculent par rapport au quatrième trimestre 2019 (-6,7 %, soit 446 millions de F CFP contre 479 millions au trimestre précédent, CVS). Les importations de biens d'équipement et de biens intermédiaires (respectivement 197 et 234 M F CFP, CVS) représentent à elles deux 431 millions de F CFP au premier trimestre 2020 contre 468 millions au quatrième trimestre 2019, soit une baisse de 8,0 % (CVS).

Les revenus douaniers et les taxes d'entrée sont en diminution de 20,9 % sur le trimestre pour atteindre 269 millions de F CFP, un niveau légèrement inférieur à celui du premier trimestre 2019 (-1,6 %).³

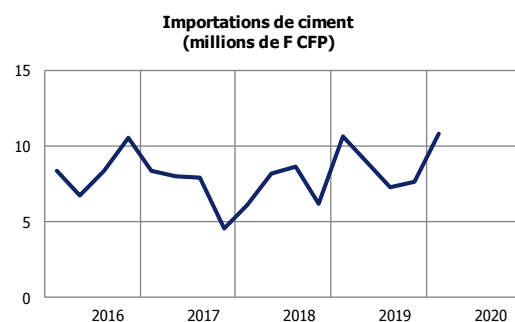


Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

Un début d'année en demi teinte pour les principaux secteurs d'activité

Le BTP toujours dans une situation de fragilité

En dépit d'effectifs salariés sur le recul en fin d'année 2019 (-15,8 % par rapport aux 76 employés de décembre 2018), le secteur semble amorcer un redémarrage de son activité début 2020. A cet égard, les importations de ciment dessinent une orientation plus favorable, en se renforçant fortement sur les trois premiers mois de l'année (+41,1 % sur le trimestre et +1,6 % sur l'année, CVS). Elles s'établissent à 10,8 millions de F CFP (CVS), un niveau élevé qui n'a été enregistré qu'à deux autres occasions (fin 2016 et début 2019) depuis le début de l'année 2016.



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

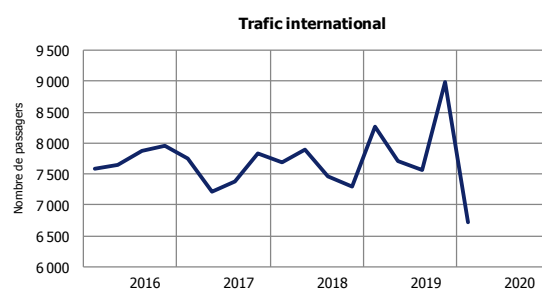
Une activité commerciale en décélération

Après la progression du trimestre dernier, l'activité commerciale marque le pas. Les importations de biens de consommation, de produits alimentaires et de biens d'équipement se replient respectivement de 29,2 %, 6,7 % et 21,6 % (CVS). A l'inverse, les importations de biens intermédiaires sont en croissance (+7,8 %, CVS).

Chute de la fréquentation du Territoire

En raison de la crise du coronavirus, le nombre total de passagers est en chute de 21,9 % sur le trimestre (9 879 contre 12 646 le trimestre précédent, données CVS). Le trafic international régresse sur le trimestre (-25,3 %) et s'élève à 6 708 passagers (CVS) tandis que le trafic intérieur est également en recul (-13,4 %, soit 3 171 passagers, données CVS).

En rythme annuel, le trafic aérien global enregistre une diminution de 14,2 % entraînée par la baisse conjointe du trafic international (-18,8 %, CVS) et du trafic intérieur (-2,8 %, CVS).



Source : Aviation civile, désaisonnalisée par l'IEOM

³ Le taux de taxation variant de manière importante en fonction du type d'importation, une modification de la composition des importations globales peut donc faire fortement varier le niveau des taxes d'un trimestre à l'autre.

La conjoncture régionale et internationale

L'ASIE-PACIFIQUE, PREMIERE REGION TOUCHEE PAR LA CRISE

Première région touchée par la crise sanitaire induite par la Covid-19, l'Asie-Pacifique a connu un premier trimestre dégradé. La **Chine** voit ainsi son PIB se contracter de 6,8 % par rapport à l'année précédente, impactant directement les dragons asiatiques tels que **Hong-Kong** (-8,9 %) et **Singapour** (-2,2 %), particulièrement sensibles au ralentissement des échanges. De même, les pays de l'**ASEAN** souffrent de l'interruption prolongée du tourisme et de la rupture des chaînes de valeurs dans lesquelles leurs économies sont particulièrement intégrées (électronique, textile et, dans une moindre mesure, automobile). Toutefois, ce repli régional n'a pas empêché les membres de cette zone de libre-échange de devenir temporairement les premiers partenaires commerciaux de la Chine devant l'Union européenne et les États-Unis.

Face à la crise économique, la plupart des banques centrales d'Asie Pacifique ont assoupli leurs politiques monétaires, notamment en diminuant leurs taux directeurs (**Chine, Vietnam, Corée du Sud...**) ou en abaissant leurs exigences de réserves obligatoires (**Malaisie, Philippines...**). Tous les gouvernements ont quant à eux introduit des mesures de soutien de l'activité financées sur les excédents budgétaires accumulés (**Singapour**) ou par l'émission d'obligations (**Japon, Indonésie...**).

En Océanie, la crise a coûté 600 000 emplois à l'**Australie** sur le seul premier trimestre de 2020 et plusieurs secteurs structurants tels que le tourisme semblent durablement atteints. Néanmoins, l'intervention de la Reserve Bank of Australia qui a baissé son principal taux directeur et annoncé un programme de rachat de dette couplé à une politique de soutien aux entreprises et aux ménages, devrait favoriser une reprise rapide de la consommation domestique. La **Nouvelle-Zélande**, également impactée par les mesures de confinement, devrait elle aussi pouvoir capitaliser sur une stratégie de soutien budgétaire qui engage près de 50 milliards de dollars néo-zélandais (environ 3 000 milliards de F CFP). Alors que l'Asie a été touchée dès les premiers mois de l'année par la vague épidémique, la région Pacifique a maîtrisé la diffusion virale. Sur l'ensemble de la région, la levée des mesures de confinement est entamée au cours de la première moitié du deuxième trimestre permettant une reprise progressive de la consommation et de l'activité. Cependant, la persistance des entraves à la circulation des personnes et des marchandises va conditionner le redémarrage de pans entiers des économies de la zone. En réponse à ces incertitudes, les dirigeants australiens et néo-zélandais réfléchissent à la création d'une bulle trans-Tasman qui permettrait la levée de certaines restrictions de déplacement entre les deux pays.

Enfin, bien que largement épargnées par les conséquences directes de la pandémie, les **Petites économies insulaires du Pacifique** sont lourdement impactées par le blocage de la filière touristique. Parmi ces territoires, la Banque mondiale estime que le **Vanuatu** et **Fidji** devraient enregistrer une récession de 8 % et 4,3% en 2020. L'aide distribuée par les puissances régionales (**Chine, Australie, États-Unis**) et des organisations internationales (Banque mondiale, Organisation mondiale de la santé) devrait permettre d'atténuer la crise en offrant une source de financement pour les besoins élémentaires des États.

Sources : FMI, The World Bank, Stats NZ, Gov HK, Australian Bureau of Statistics, National Bureau of Statistics of China, Ministry of trade and industry (Singapore), Direction générale du Trésor.

UNE CONTRACTION DEJA MARQUEE DE L'ACTIVITE MONDIALE AU PREMIER TRIMESTRE

Les dernières perspectives économiques publiées par le FMI sont particulièrement incertaines pour l'année 2020 dans un contexte de crise sanitaire mondiale ayant de graves répercussions sur l'activité économique. Selon le scénario de base retenu (hypothèse d'une atténuation de la pandémie au cours du deuxième semestre 2020), le PIB mondial devrait enregistrer un repli de 3 % sur l'année. Ces prévisions sont toutefois soumises à de nombreuses inconnues qui pourraient profondément modifier l'absorption des chocs et la reprise de l'activité (évolution de la pandémie, efficacité des mesures de confinement, intensité des perturbations sur les chaînes d'approvisionnement, modification des comportements de consommation, évolution des conditions financières mondiales notamment).

Aux États-Unis, le PIB s'est contracté de 1,2 % au premier trimestre 2020, en glissement trimestriel, alors que le confinement a été ordonné à partir du 19 mars dans certains États. Il s'agit de la plus importante baisse enregistrée depuis le quatrième trimestre 2008 lorsque le pays était directement touché par la crise financière. Sur l'ensemble de l'année 2020, le FMI anticipe une chute du PIB de 5,9 %.

Dans la zone euro, l'activité a baissé de 3,8 % au cours du premier trimestre. Il s'agit du recul le plus marqué depuis le début des séries temporelles en 1995. A fin mars, l'inflation est particulièrement modérée dans la zone (+0,7 %) tandis que le taux de chômage est resté stable par rapport au trimestre précédent (7,4 %). Sur l'année entière, le PIB pourrait enregistrer un repli de 7,5 % selon le FMI, avec des écarts marqués d'un pays à l'autre.

Selon l'Insee, le PIB de la France a diminué de 5,8 % au premier trimestre 2020. Jamais un tel recul n'avait été enregistré depuis le début du calcul de la série trimestrielle en 1949. Cette évolution est principalement liée à l'arrêt des activités « non essentielles » dans le contexte de mise en place du confinement, initié mi-mars. Cela a principalement pesé sur la formation brute de capital fixe, qui chute de 11,8 % sur le trimestre, tandis que la consommation des ménages se replie de 6,1 %. Sur l'ensemble de l'année, le PIB pourrait reculer de 7,2 % selon le FMI.

Au Japon, la contraction du PIB a été moins marquée durant le premier trimestre (-0,9 %). Cela s'explique principalement par le fait que l'archipel a été touché dans une moindre mesure par la pandémie, sans qu'un confinement strict de la population n'ait été imposé. Pour 2020, le FMI table sur une baisse du PIB de 5,2 %.

Enfin, les pays émergents et en développement pourraient voir leur PIB décliner de 1,0 % en 2020. Les pays asiatiques seraient les plus résilients face à la crise (+1 % de croissance anticipée), à l'inverse des pays émergents et en développement d'Europe et d'Amérique latine (-5,2 % pour ces deux sous-groupes).

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 18 mai 2020.